



Assemblée générale

Cinquante-troisième session

Documents officiels

Distr. générale
17 novembre 1998

Original: français

Troisième Commission

Compte rendu analytique de la 44^e séance

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 12 novembre 1998, à 10 heures

Présidente: Mme Sandru (Vice-Présidente) (Roumanie)

Sommaire

Point 105 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

En l'absence du Président, Mme Sandru (Vice-Présidente) prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 15.

Point 105 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (suite) (A/53/12 et Add.1, A/53/325, A/53/328, A/53/413, A/53/486 et A/53/494)

1. **M. Ball** (Nouvelle-Zélande) fait observer que son pays soutient pleinement les activités qu'a menées le HCR au cours de l'année écoulée, dans un climat international de plus en plus difficile et se déclare préoccupé par l'érosion des « principes acceptés » et les graves violations des droits fondamentaux des réfugiés évoquées par le Haut Commissaire dans son rapport. Il se félicite dans ce contexte du renforcement de la coopération entre le HCR et les autres organismes des Nations Unies s'occupant des droits de l'homme, notamment sur le terrain.

2. La Nouvelle-Zélande est consciente du fardeau qu'impose aux pays d'accueil, surtout quand il s'agit de pays en développement, l'afflux soudain d'un grand nombre de réfugiés, les mouvements de population dus à la crise du Kosovo n'en étant que l'exemple le plus récent. Il convient que les donateurs aident ces pays à remettre sur pied leurs infrastructures, notamment leurs infrastructures scolaires et d'assainissement.

3. Face à l'élan de générosité et à l'humanité dont font preuve les pays en développement, il importe que les pays développés en particulier veillent à ce que les demandeurs d'asile ne pâtissent pas d'une érosion des « principes acceptés ». Aucun demandeur d'asile ne doit être refoulé avant que sa demande n'ait fait l'objet d'une évaluation complète et juste. Les obligations humanitaires internationales découlant de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et du Protocole de 1967 imposent un coût économique : ce coût doit être accepté.

4. Le Parlement néo-zélandais envisage de promulguer une loi précisant les conditions que doivent remplir les demandeurs d'asile pour bénéficier du statut de réfugié et les procédures de recours. Cette loi permettra aux réfugiés authentiques d'être fixés sur leur sort dans les meilleurs délais et aux autorités de traiter rapidement les demandes non fondées qui entravent le fonctionnement du système et rendent l'opinion publique hostile aux demandeurs d'asile. Le Gouvernement néo-zélandais a consulté le HCR pour élaborer la nouvelle loi sur les réfugiés.

5. La Nouvelle-Zélande est un des seuls pays au monde à accepter un quota annuel de réfugiés dont la réinstallation a été conseillée par le HCR.

6. Le personnel du HCR travaille souvent dans des conditions dangereuses. Il est urgent d'améliorer la sécurité des agents chargés de l'action humanitaire. Trop d'entre eux ont déjà été portés disparus, blessés ou tués.

7. **Mme Šimonović** (Croatie) note que son pays supporte encore le fardeau de centaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées qui ont fui des zones où les logements ont été détruits et les infrastructures dévastées. Il convient, comme l'a souligné le Haut Commissaire, de faire preuve d'une plus grande volonté politique et de dégager davantage de ressources afin de créer des conditions telles que les communautés locales acceptent de bon cœur le retour des minorités. Il est essentiel de promouvoir le relèvement et la réconciliation pour permettre le retour librement consenti des 1,8 million de personnes déplacées. C'est pourquoi le Gouvernement croate, malgré d'énormes difficultés, a consenti des efforts sur les mesures de rétablissement de la confiance, qui ont donné des résultats non négligeables.

8. En 1998, les autorités croates ont pris la relève de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale (ATNUSO). Le Gouvernement croate avait, en préparation de cet événement, signé en avril 1997 un accord concernant le retour dans les deux sens avec l'ATNUSO et le HCR et élaboré, en octobre 1997, un programme pour l'instauration de la confiance, l'accélération des retours et la normalisation des conditions de vie dans les régions de la République de Croatie touchées par la guerre. Le Parlement croate a, en outre, en juin 1998, adopté un Programme pour le retour et l'établissement des personnes déplacées, des réfugiés et des personnes réinstallées à l'échelon national fondé sur le droit inaliénable au retour librement consenti de tous les citoyens croates et de tous ceux qui peuvent, aux termes de la Convention de Genève de 1951, être considérés comme des réfugiés et sur l'égalité des droits de tous les rapatriés.

9. Entre l'automne 1995 et octobre 1998, quelque 194 000 réfugiés et personnes déplacées se sont réinstallés en Croatie, plus de 110 000 sont encore dans le pays en attente de retour. Pour résoudre durablement le problème, le Gouvernement croate a adopté, en octobre 1998, un programme continu de reconstruction qui complète le Programme pour le retour et vise à attirer les investissements et à favoriser le développement économique et social des régions touchées. À cet effet, il organise, en décembre 1998, avec l'appui de la communauté internationale, une conférence sur le relèvement et le développement. Les principes de

solidarité internationale et de partage de la charge qu'imposent les réfugiés et les personnes déplacées sont actuellement de la plus haute importance pour la Croatie.

10. **M. Nazhy** (Égypte) dit que les conflits, qui se sont multipliés ces dernières années, ont engendré des flux croissants de réfugiés et de personnes déplacées, auxquels la communauté internationale doit assurer aide et protection. Il importe de se conformer strictement au principe du retour volontaire, qui est à la base de l'action du HCR, et de traduire en justice les auteurs des violations des droits des réfugiés et personnes déplacées. Le succès du HCR dépend de la volonté politique de la communauté internationale et du respect par les États de leurs obligations. Le problème des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées doit être appréhendé dans un cadre à la fois régional et international et la coopération et la coordination entre les pays concernés et les organismes spécialisés des Nations Unies sont des conditions indispensables à une solution durable et à la réinsertion des réfugiés.

11. La situation des réfugiés et des personnes déplacées en Afrique et au Moyen-Orient demeure une source de préoccupation pour la communauté internationale. Le rapatriement de ces réfugiés, parmi lesquels les réfugiés palestiniens, dans la sécurité et la dignité et leur indemnisation pour la perte de leurs biens, doit être inscrit en tête des priorités de l'Organisation des Nations Unies. La communauté internationale se doit de redoubler d'efforts pour résoudre ces problèmes qui non seulement entravent le développement durable mais menacent la stabilité et la sécurité des États, notamment des pays d'accueil.

12. Il est essentiel de renforcer les moyens matériels et humains des institutions humanitaires internationales et d'empêcher les parties au conflit d'instrumentaliser le problème des réfugiés à des fins politiques. Il faut par ailleurs garantir la liberté d'accès aux zones abritant les réfugiés et adopter une approche intégrée de l'action humanitaire en tenant compte des dimensions politiques, économiques, sociales et militaires des conflits, le tout en coordination avec toutes les parties engagées dans l'action humanitaire.

13. **M. Yacoubou** (Bénin) note qu'une des plus horribles violations des droits de l'homme est de contraindre un individu ou des populations entières à quitter pays et foyers pour survivre d'autant plus que les réfugiés, une fois arrivés dans le pays d'asile, sont parfois menacés de refoulement ou de rapatriement.

14. Il est donc du devoir de la communauté internationale d'assurer leur protection, conformément à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et au Protocole de 1967. Le Bénin se réjouit des mécanismes de coopération technique et des stratégies et programmes d'action mis en place par le

système des Nations Unies, et notamment le HCR, qui ont permis de trouver un certain nombre de solutions durables aux multiples problèmes des réfugiés.

15. Le Bénin, engagé depuis 1990 dans un processus de démocratisation, accueille un nombre important de réfugiés d'Afrique et, grâce à l'assistance technique du HCR, il a beaucoup amélioré leur protection. Il a notamment signé avec le HCR un accord sur un projet de réinstallation de 240 réfugiés qui permettra aux bénéficiaires d'échapper à l'insécurité et aux difficultés d'intégration qui étaient leur lot dans leur premier pays d'asile.

16. Les violations des droits de la personne étant une des principales causes des mouvements de réfugiés, il est essentiel pour prévenir ces exodes de promouvoir le respect des droits de la personne humaine. Assurer la protection des réfugiés et leur prêter assistance sans chercher à éliminer les causes du problème revient à aggraver et pérenniser le phénomène.

17. **M. Ka** (Sénégal) souligne que le problème des réfugiés est particulièrement grave en Afrique : en 1996, des conflits étaient en cours dans pas moins de 14 des 53 pays du continent; les situations postconflituelles ne favorisent pas le retour des réfugiés et les Conventions internationales de Genève et de l'OUA ne sont pas toujours respectées; enfin, les moyens humains, matériels, logistiques et financiers sont souvent insuffisants pour faire face à ces situations.

18. Comme il ressort du rapport du Secrétaire général sur «les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique» (A/52/871-S/1998/318), il vaut mieux prévenir que guérir : il conviendrait de donner effet aux recommandations contenues dans ce rapport et d'appuyer fortement les mécanismes de prévention des conflits. Il est nécessaire en outre de réaffirmer le principe de la neutralité de l'action humanitaire et de respecter l'indépendance et la sécurité du personnel humanitaire.

19. C'est dans cet esprit que le Gouvernement sénégalais collabore à la mise en place de corridors de sécurité et de couloirs humanitaires pour favoriser l'acheminement de l'aide d'urgence aux populations civiles de la Guinée-Bissau. Des milliers de personnes ont ainsi pu être évacuées vers Dakar par la marine sénégalaise. En outre, la coopération du PNUD, du HCR, du FNUAP, de l'UNICEF, du PAM et du Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies a permis d'aider immédiatement les populations civiles bissau-guinéennes. Il faut espérer que la signature de l'Accord de paix d'Abuja le 1er novembre 1998 permettra un retour rapide des réfugiés dans leur pays. Il faut espérer également que les réfugiés et personnes déplacées sierra-léonais et libériens pourront au plus tôt rentrer dans leur pays.

20. Le sort des enfants réfugiés est particulièrement préoccupant. Le HCR devrait continuer à considérer comme prioritaire son action en faveur des enfants mais aussi des femmes et des personnes âgées, et renforcer sa coopération avec l'UNICEF, le CICR, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et d'autres ONG intéressées.

21. Les organisations régionales et sous-régionales peuvent aussi jouer un rôle important. En Afrique, l'OUA intervient de plus en plus pour résoudre les crises humanitaires, en collaboration avec le HCR notamment. Le HCR devrait renforcer sa coopération avec l'OUA non seulement pour aider les réfugiés et les personnes déplacées, mais aussi pour améliorer l'information sur les conflits en Afrique. Le HCR participe déjà aux réunions de la Commission de l'OUA et appuie l'organisation d'une réunion ministérielle africaine en décembre 1998 à Khartoum.

22. Il serait bon en outre de formaliser le partenariat entre la CEDEAO et le HCR. Le Sommet de la CEDEAO a accueilli très favorablement le projet de tenir une conférence sur les réfugiés en Afrique de l'Ouest, en collaboration avec le HCR. Le Sénégal estime essentiel que, comme l'a recommandé le Secrétaire général dans son rapport (A/53/328), les individus qui ne remplissent pas les conditions nécessaires pour bénéficier d'une protection internationale ne puissent pas trouver asile dans les camps de réfugiés. Ils devraient être désarmés par le pays hôte pour assurer la protection des réfugiés, la sécurisation des camps, le respect du droit international humanitaire et la sécurité des pays concernés.

23. **Mme Al-Hamami** (Yémen) dit que sa délégation estime nécessaire de renforcer la solidarité internationale au cours du siècle prochain pour régler les différends et faire face aux conséquences des catastrophes naturelles, principales causes des déplacements de populations, qui créent d'énormes problèmes socioéconomiques dans les pays d'accueil. Il importe de venir en aide aux pays d'accueil en développement.

24. Les conflits ethniques dans la corne de l'Afrique ont provoqué l'afflux au Yémen de milliers de réfugiés de toutes nationalités, dont près de 60 000 Somaliens, alors que le rapatriement, au lendemain de la guerre du Golfe, de milliers de Yéménites émigrés, faisait monter le chômage et perdre une importante source de devises. En dépit de tous ses problèmes économiques et sociaux, le Yémen fait tout ce qui est en son pouvoir pour prêter assistance aux réfugiés dont la prise en charge relève directement du Vice-Président de la République, qui collabore avec le bureau du HCR.

25. Afin d'atténuer ce problème humanitaire, il importe que la communauté internationale, les organisations internationa-

les et régionales, les bailleurs de fonds ainsi que les organisations gouvernementales et non gouvernementales renforcent leur assistance aux réfugiés, fournissent plus de ressources au HCR et partagent le fardeau qui pèse sur les pays d'accueil en développement. La solution du problème des réfugiés passe par leur rapatriement et leur réinsertion dans leurs sociétés d'origine, ce qui exige une coordination des efforts de toutes les parties concernées, un règlement politique des différends et une coopération internationale.

26. **M. Koziy** (Ukraine) déclare que son gouvernement partage la préoccupation du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés face à l'ampleur des mouvements de réfugiés et des personnes déplacées qu'entraînent les violations des droits de l'homme, les conflits armés et les tensions interethniques. Étant donné que la plupart des pays ont une population multiethnique, la protection des droits, et notamment des droits des minorités, est un gage de stabilité des sociétés.

27. La Conférence régionale pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées, des personnes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la Communauté d'États indépendants et dans certains États voisins, qui a souligné la complexité des processus migratoires, est une manifestation de la solidarité internationale dans ce domaine.

28. Réuni pour examiner l'état d'avancement du Programme d'action adopté par la Conférence, le Comité directeur s'est révélé être une tribune extrêmement utile de dialogue paneuropéen et international sur les questions humanitaires. Il s'est particulièrement penché sur le sort des populations déportées de longue date. Le Gouvernement ukrainien appuie l'appel du Comité directeur préconisant que l'exécution du Programme d'action soit plus dynamique et mieux adaptée aux particularités des pays, et qu'elle bénéficie d'un réel soutien politique et financier aux niveaux national et international. Le suivi de la Conférence régionale n'est pas une simple opération technique, il doit aussi promouvoir la sécurité et la stabilité internationales, moyennant un contrôle approprié des flux migratoires.

29. La coopération entre le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et le Gouvernement ukrainien a permis de trouver des solutions au problème des populations déportées et notamment de favoriser leur réinstallation en Crimée. Parmi les initiatives prises dans le cadre du Programme d'action, il faut également citer une Réunion d'experts sur la liberté de mouvement et de

choix du lieu de résidence, qui s'est tenue en décembre 1997 à Kiev, et la Conférence internationale des donateurs sur la réinstallation des anciens déportés qui reviennent en République autonome de Crimée, tenue également à Kiev. Depuis la dernière session de l'Assemblée générale, l'Ukraine s'est employée, grâce à des mesures d'ordre législatif, social et culturel, à faciliter la réinsertion, dans la société ukrainienne, de quelque 260 000 anciens déportés.

30. Par ailleurs, ces dernières années, l'Ukraine a accordé le statut de réfugié à quelque 3 000 personnes en provenance de pays voisins ou de pays asiatiques ou africains déchirés par des conflits armés et des tensions interethniques. Elle a adopté un certain nombre de lois sur l'immigration qui, aux yeux des experts internationaux, répondent aux normes internationales relatives aux réfugiés, se préparant ainsi à accéder à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et au Protocole de 1967.

31. En raison de sa situation géographique, l'Ukraine sert de pays de transit pour l'immigration illégale à destination de l'Europe occidentale. Ce transit comporte des risques graves pour la sécurité des villes et des régions frontalières. Il faut donc se féliciter des efforts que déploie l'Organisation internationale des migrations pour aider l'Ukraine à mettre en place les structures institutionnelles qui lui permettront de mieux gérer ces flux migratoires.

32. Compte tenu de l'importance que revêt l'action du Haut Commissariat pour les réfugiés, il est essentiel que tous les États membres lui apportent tout le soutien dont il a besoin pour mener à bien sa mission.

33. **M. Dae-Won** (République de Corée) regrette qu'en dépit des efforts méritoires du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), on compte encore aujourd'hui plus de 22 millions de réfugiés dans le monde. Aucune éclaircie ne semble d'ailleurs en vue, compte tenu de la persistance des conflits du Kosovo, de la Sierra Leone et de la République démocratique du Congo.

34. La communauté internationale devrait s'employer à trouver une solution au problème des réfugiés, d'autant plus que leur afflux et leur séjour créent de graves difficultés sociales, économiques, écologiques et politiques dans les pays d'accueil et les pays voisins. Il faut se féliciter que le Comité exécutif ait consacré sa quarante-neuvième session au thème de la solidarité internationale et du partage de la charge. Il faut également saluer les efforts que déploie le HCR pour promouvoir la coopération régionale et internationale, dans le cadre de programmes tels que les ateliers de formation sur la gestion des situations d'urgence.

35. La solidarité internationale et le partage des charges doivent être plus efficaces et plus souples. Il ne suffit pas de prêter assistance aux réfugiés, il faut aussi aider les pays d'accueil et les pays de retour. La coopération et la coordination entre les organisations internationales et les organisations non gouvernementales qui interviennent dans les domaines des droits de l'homme, du maintien de la paix et du développement, est essentielle pour assurer une bonne transition entre la réintégration et la reconstruction. En outre, surtout dans le cas des conflits à caractère ethnique ou religieux, il ne saurait y avoir de solution durable sans une ferme volonté politique.

36. Le problème de la sécurité du personnel humanitaire se trouve clairement posé avec l'enlèvement de M. Vincent Cochetel, chef du bureau du HCR à Vladikvaz. Il faut que toutes les parties concernées garantissent la sécurité du personnel du HCR et des autres organismes humanitaires qui risquent souvent leur vie sur le terrain. Alors qu'elle assumait la présidence du Conseil de sécurité, la République de Corée a engagé un débat ouvert sur le problème de la protection des activités d'assistance humanitaire aux réfugiés et autres personnes touchées par un conflit, qui a permis de sensibiliser la communauté internationale à cette question complexe.

37. La République de Corée estime que seuls la solidarité internationale et le partage des charges permettront de résoudre durablement les questions humanitaires et politiques liées au problème des réfugiés. Pour sa part, la République de Corée a multiplié par 15 sa contribution financière au HCR qui est passée de 100 000 dollars en 1994 à 1,5 million de dollars en 1997. En dépit de ses difficultés financières du moment, elle entend maintenir cet effort et poursuivre sa collaboration avec le HCR et les autres organisations internationales afin de trouver une solution globale au problème des réfugiés.

38. **M. Nikiforov** (Fédération de Russie) dit qu'une des priorités de son pays est de résoudre la question des mouvements de population tant en Russie que dans les autres pays de la CEI et de mettre en oeuvre à cet effet le Programme d'action adopté à la Conférence régionale pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées et des personnes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la Communauté d'États indépendants et dans certains États voisins, qui s'est réunie à Genève en 1996. Depuis cette Conférence, la Russie s'est employée à renforcer les mécanismes de protection des droits de l'homme, et à améliorer la législation relative aux réfugiés et aux autres catégories de migrants. Elle a en outre renforcé son système de contrôle de l'immigration et amélioré la situation sanitaire des migrants. Malgré ces efforts, la présence de réfugiés et de migrants continue à poser de graves problèmes.

39. Depuis 1992, plus de 5 millions de personnes venues de pays de la CEI et des États baltes se sont réinstallées en Russie. Au 1er juillet 1998, 173 000 d'entre elles avaient obtenu le statut de réfugié et 966 000 le statut de personne déplacée contre leur gré. Depuis quelques temps, les mouvements de population en provenance des pays de l'ex-URSS tendent à se stabiliser. Toutefois, d'importants flux migratoires transitent par la Russie : plus de 700 000 étrangers en situation irrégulière séjournent actuellement sur le territoire de la Fédération de Russie, et leur nombre continue d'augmenter. La communauté internationale doit aider les États touchés par ce genre de problèmes, en particulier ceux qui, à l'instar de la Russie, connaissent des difficultés économiques et financières.

40. La délégation russe accueille avec satisfaction le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/53/12) qui indique clairement que les dispositions institutionnelles et le cadre fourni par les conventions permettent au Haut Commissariat de réagir efficacement en cas de crise humanitaire et de mettre en oeuvre une politique cohérente pour venir en aide aux personnes forcées de quitter leur lieu de résidence. Le Gouvernement russe sait gré au Haut Commissariat (en particulier à son représentant à Moscou), à l'Organisation internationale pour les migrations et à l'OSCE d'avoir appuyé la mise en oeuvre de ses programmes, et remercie également les pays donateurs, les organisations internationales et les ONG, qui ont contribué à la réalisation du Programme d'action adopté par la Conférence.

41. Malheureusement, la question des mouvements de population dans la CEI ne fait pas encore l'objet d'une attention suffisante de la part de la communauté internationale, et, comme l'indique le rapport du Secrétaire général sur la suite donnée à la Conférence (A/53/413), les efforts entrepris par la Russie et les autres pays de la CEI pour obtenir l'appui des pays donateurs ne donnent pas les résultats attendus. Il importe de créer un mécanisme international de solidarité afin de résoudre la question des réfugiés, et d'adopter le projet de résolution qu'elle doit présenter à la Troisième Commission avec l'appui d'autres délégations, qui constituera un pas en avant dans la mise en oeuvre des décisions de la Conférence.

42. **M. Jovanović** (Comité international de la Croix-Rouge) souligne que, dans les situations de conflits armés et de violence interne, les règles d'humanité les plus élémentaires sont violées. La situation est particulièrement dramatique dans le cas des conflits à dimension ethnique, où les civils deviennent la cible des belligérants, ainsi que des conflits dits «désstructurés» caractérisés par la désintégration des structures

de l'État, l'effondrement des chaînes de commandement et l'essor du banditisme sous couvert d'action politique.

43. L'article 3 des quatre conventions de Genève prescrit de traiter avec humanité toutes les personnes qui ne prennent pas part aux hostilités – et donc les déplacés internes, les réfugiés et les rapatriés. Le Protocole II additionnel à ces conventions interdit les déplacements forcés et établit le droit des victimes à l'assistance. Le respect du droit international humanitaire devrait prévenir une bonne partie des mouvements de populations et garantir la sécurité de celles qui auront néanmoins été forcées de quitter leurs foyers.

44. Le CICR, en collaboration avec les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, s'emploie à aider les civils à rester sur leurs lieux de résidence et à protéger des millions de «réfugiés de l'intérieur». Le CICR attache beaucoup d'importance aux principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, qui, sans être juridiquement contraignants, peuvent aider à promouvoir les normes du droit international humanitaire dans ce domaine.

45. L'aide aux personnes déplacées nécessite une coordination efficace : c'est pourquoi le CICR salue l'initiative prise par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de créer une plate-forme sur la question des personnes déplacées et de mettre sur pied une banque de données. Le CICR coordonne ses activités avec celles du HCR, de façon à optimiser l'utilisation des ressources. Cela a été le cas en particulier au Kosovo, à Sri Lanka et en Colombie.

46. L'intervenant déplore les prises d'otages qui peuvent détourner les organismes d'assistance de leur mission. Il est impératif d'assurer la sécurité du personnel humanitaire.

47. **M. Bhatti** (Pakistan) fait observer que le nombre des réfugiés dont doit s'occuper le HCR n'a guère diminué depuis un an et que les conflits au Kosovo, en Afrique de l'Ouest et dans la région des Grands Lacs ont été à l'origine de nouveaux déplacements massifs de populations. Idéalement, il faudrait que tous les réfugiés puissent retourner volontairement dans leurs foyers. L'aide de la communauté internationale est nécessaire pour créer des conditions propices à ce retour : rétablissement de la paix et de la sécurité, reconstruction des infrastructures, déminage, création de conditions de vie et de travail acceptables.

48. Les réfugiés imposent une lourde charge aux pays d'accueil et créent de graves problèmes administratifs, économiques, sociaux et environnementaux. Là encore, une aide de la communauté internationale est nécessaire, ne serait-ce que pour encourager les pays hôtes à continuer d'accueillir les réfugiés.

49. Malheureusement, le principe du droit d'asile est interprété de façon de plus en plus restrictive, même dans les pays développés. Il est essentiel que tous les pays appliquent les principes internationaux relatifs à la protection des réfugiés.

50. Étant donné la prolifération des populations de réfugiés dans les diverses parties du monde, il est fort heureux que le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire ait choisi pour thème de sa quarante-neuvième session le «partage de la charge», car aucun pays ne peut à lui seul faire face à des afflux massifs de populations, les systèmes de protection des réfugiés sont compromis par l'absence d'un régime équitable de partage de la charge et les hasards de la géographie font que les réfugiés sont concentrés dans certains pays en développement. La protection des réfugiés est pourtant une responsabilité internationale qui doit s'exercer à tous les stades.

51. Le Pakistan a accueilli 3,2 millions de réfugiés afghans. C'est la plus vaste population de réfugiés du monde. Pendant les deux premières années, il n'a reçu aucune aide. Depuis lors, la communauté internationale, le HCR et divers organes des Nations Unies l'ont aidé, mais cette assistance a beaucoup diminué ces derniers temps, bien que plus de 1 200 000 Afghans vivent encore aujourd'hui au Pakistan.

52. Le Pakistan ne saurait intégrer une telle population; les pays qui le suggèrent sont d'ailleurs ceux qui se sont distingués par leur politique de refoulement des réfugiés. La communauté internationale doit aider le HCR à préparer des plans de rapatriement et de réinsertion des réfugiés. Quelles que soient les divergences idéologiques ou politiques avec le Gouvernement de Kaboul, il est inadmissible que ce soit des femmes, des enfants et des personnes handicapées qui en souffrent. Une assistance internationale pour la reconstruction et la réinsertion des réfugiés en Afghanistan faciliteraient le rétablissement de la paix et l'harmonie interethnique. C'est probablement la meilleure option non seulement sur le plan humanitaire mais aussi sur le plan politique.

53. **M. El-Kouhene** [(Programme alimentaire mondial (PAM)] dit que le rôle du PAM a considérablement évolué depuis sa création en 1963. Le PAM qui, à l'origine, s'occupait principalement de fournir une aide alimentaire, à l'appui de projets de développement, a progressivement élargi son aide aux réfugiés, et, en 1979-80, a commencé à travailler en collaboration étroite avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR) pour venir en aide aux réfugiés afghans et aux Khmers fuyant le Cambodge. Entre 1986 et 1992, le nombre de personnes bénéficiant de l'aide du PAM a augmenté de 400 %. Aujourd'hui, plus de la moitié de ses activités et près de 70 % de ses dépenses sont consacrées à

l'aide aux réfugiés et aux secours d'urgence. En 1997, le PAM a fourni une aide à environ quatre millions de réfugiés et de rapatriés, 15 millions de personnes déplacées et de personnes en difficulté et 10 millions de victimes de catastrophes naturelles; il a consacré 900 millions de dollars aux secours d'urgence et 327 millions à des programmes de développement. Il est en mesure d'intervenir à tout moment dans des opérations de secours et des activités de développement, ce qui explique les bons résultats obtenus.

54. L'action du PAM en faveur des réfugiés consiste notamment à répondre à leurs besoins nutritionnels et à les aider à retrouver un emploi, ce qui contribue aussi à soulager les gouvernements des pays d'accueil d'une partie du fardeau que font peser les réfugiés sur les infrastructures. Le PAM s'efforce d'atténuer l'impact sur l'environnement des afflux massifs de réfugiés. Il s'emploie également à assurer la réinsertion des rapatriés. Le PAM est aujourd'hui en mesure d'intervenir efficacement en toutes circonstances. Ainsi, grâce à ses projets de développement en Amérique latine, il dispose dans la région de réserves alimentaires suffisantes pour venir immédiatement en aide aux victimes de l'ouragan Mitch. D'autre part, le PAM s'efforce, dans le cadre des interventions d'urgence, de remettre en état les infrastructures (réseaux routier et ferroviaire, installations portuaires) afin de faciliter le transport des vivres et les activités de relèvement ultérieures, comme par exemple, au Mozambique, en Angola et dans le Caucase.

55. Comme l'a déjà souligné le HCR, assurer la transition entre une situation de conflit et la paix est une entreprise complexe et il convient de renforcer les synergies opérationnelles entre les différents organismes des Nations Unies chargés des questions relatives à la paix, à la sécurité, au développement et aux affaires humanitaires.

56. Le PAM entretient des relations privilégiées avec le HCR depuis la signature d'un premier mémorandum d'accord en 1985. Depuis 1992, le PAM est chargé de la mobilisation des produits alimentaires de base et des fonds servant à leur transport extérieur pour pratiquement toutes les opérations de secours en faveur des réfugiés menées par le HCR, et il se charge également d'acheminer les produits de base vers les points de livraison avancés dans les pays bénéficiaires. Un nouveau mémorandum d'accord a été signé en 1997, qui prévoit notamment des mesures pour évaluer le nombre des bénéficiaires et leurs besoins et suivre toutes les étapes de l'acheminement des vivres. Depuis lors, un certain nombre d'initiatives ont été prises, notamment l'élaboration d'un accord tripartite entre le HCR, le PAM et leurs partenaires d'exécution et l'établissement de directives concernant l'évaluation des besoins alimentaires, le mandat des missions

conjointes d'évaluation des besoins d'aide alimentaire et l'alimentation sélective.

57. À l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le PAM réaffirme le droit fondamental qu'a tout être humain de ne pas souffrir de la faim. Il est particulièrement préoccupé par le sort des personnes déplacées à la suite de catastrophes naturelles ou causées par l'homme. L'an dernier, il a fourni une aide alimentaire à environ 15 millions des quelque 20 à 25 millions de personnes déplacées, qui sont de surcroît en majorité (70 %) des femmes et des enfants. Enfin, il réaffirme l'importance des Principes directeurs en matière d'aide aux personnes déplacées, qu'il a entrepris, dans un premier temps, de diffuser auprès du personnel et du Conseil d'administration, et qui visent particulièrement les catégories les plus vulnérables, telles que les femmes enceintes, les jeunes mères, les femmes chefs de ménage et les enfants non accompagnés.

La séance est levée à 11 h 45.